

HAUT VAL-DE-SEVRE ET SUD-GATINE



**CONSULTATION POUR LA REPRISE
DES PAPIERS ISSUS DE LA
COLLECTE SELECTIVE DES MENAGES**

**Date limite de réception des offres
06 JUIN 2014 à 11 HEURES**

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Syndicat Mixte à la Carte du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine, désigné ci-après SMC

Adresse Postale :

SMC

Madame la Présidente du SMC

BP 10023

79403 SAINT-MAIXENT-L'ECOLE Cedex

Siège social :

SMC

Madame la Présidente du SMC

ZI Verdeil

79800 SAINTE-EANNE

Tél : 05.49.05.37.10

Fax : 05.49.05.00.09

Contact : Mme Laurence LARRIGNON – llarrignon@smc79.fr

Article 2– Objet de la consultation :

La présente consultation concerne la reprise des papiers issus de la collecte sélective en bornes d'apports volontaires des ménages sur le territoire SMC.

Article 3 – Nature de la prestation

3.1- Nature des papiers collectés

Les papiers destinés à être recyclés sont constitués par l'ensemble des papiers habituellement jetés par les ménages, débarrassés de leurs enveloppes "plastiques", et propres.

Ces papiers répondent à la norme NF EN 643 (sorte 5.01).

Il s'agit notamment du mélange des journaux, magazines, prospectus publicitaires et catalogues, ainsi que les écrits blancs.

Le taux de matières impropres du SMC est de l'ordre de 5% (cartons, papier 1.02, refus).

3.2 - Conditionnement du papier collecté

Une fois collecté, le papier est vidé et stocké à l'abri en vrac dans l'aire de stockage amont du centre de tri d'emballages ménagers du SMC.

Cas exceptionnel : la capacité de l'aire de stockage amont du centre de tri étant restreinte, le SMC peut être amené à stocker le papier dans des caissons bâchés.

3.3 - Tonnage à traiter

Le tonnage à traiter sera d'environ 1 200 tonnes/an, ce tonnage est indiqué à titre indicatif.

3.4 – Description de la prestation

Le titulaire du contrat assure la reprise et la valorisation des papiers du SMC, départ centre de tri.

3.5 - Les modalités de chargement du papier

Le papier collecté par le SMC est conditionné en vrac. Le repreneur affrètera uniquement des camions de type fond-mouvant afin de réaliser les enlèvements. Le poids total roulant accepté (PTRA) du camion sera de préférence de 44 tonnes.

Le chargement sera réalisé par le SMC avec une pelle pneumatique.

Exceptionnellement, si le papier devait être stocké dans des caissons par le SMC, le chargement sera effectué au niveau de la trémie du quai de transfert présent sur le site (vidage direct du contenu des caissons dans la semi à fond mouvant).

Les frais de transport du centre de tri vers la papeterie du papier seront à la charge du repreneur (prix de reprise départ).

Le candidat indiquera dans le mémoire technique les lieux de recyclage du papier en précisant au minimum la répartition estimative des tonnages envoyés en France, en Europe et vers le grand export.

3.6 – Réactivité, délai et réalisation

L'aire de stockage amont du centre de tri étant limitée, le SMC effectuera une demande d'enlèvement dès que la quantité est suffisante pour un chargement, soit environ un chargement par semaine.

A la suite de la demande par le SMC, le titulaire du contrat dispose d'un délai maximum de 48 h pour communiquer la date d'enlèvement. Le délai de prise en charge de la marchandise ne devra pas dépasser 5 jours ouvrés à partir de la demande.

Le titulaire du contrat doit être en mesure de garantir l'enlèvement de la marchandise d'une façon permanente et régulière quel que soit l'état du marché.

Dans son mémoire technique, le titulaire du contrat détaillera ses moyens propres qu'il pourra mettre en œuvre pour garantir cette pérennité (moyens techniques et logistiques, moyens financiers).

Article 4 – Obligations du repreneur

Le titulaire du contrat s'engagera à :

- ✓ Valoriser la globalité du tonnage de la collectivité
- ✓ Valoriser le papier dans le respect de qualité 1.11 afin que le SMC puisse prétendre aux soutiens Eco Folio
- ✓ Assurer la garantie d'écoulement des produits quelle que soit la situation du marché
- ✓ Assurer le prix plancher de reprise indiqué dans le bordereau de prix quel que soit la situation du marché.
- ✓ Respecter les délais demandés par la collectivité.

Article 5 – Assurance de traçabilité dans le cadre de la convention Ecofolio

Le code EcoFolio de la Collectivité est : EF 079002.

Conformément à ce que prévoit l'article L541-10-1 du Code de l'Environnement et en application des prescriptions figurant dans la convention d'adhésion issue du nouvel agrément de l'éco-organisme Ecofolio prenant effet le 01/01/2013, le repreneur s'engage à :

- Accepter les conditions d'utilisation de l'espace repreneur d'Ecofolio ainsi que se conformer aux prescriptions et procédures de transmission des informations de l'éco-organisme.

- Fournir au SMC un certificat de recyclage annuel au format proposé par l'éco-organisme. Le certificat de recyclage sera envoyé annuellement par le Repreneur à la Collectivité.

- Transmettre à Ecofolio trimestriellement les informations relatives à l'intégralité des tonnages de papier fournis par le SMC en vue de leur recyclage (détails figurant à l'annexe 1 de la convention Ecofolio). Le transfert d'information à Ecofolio est fait dans les deux mois qui suivent le trimestre concerné (adresse : infoentreprise@ecofolio.fr).

- Accepter expressément qu'Ecofolio procède ou fasse procéder à des contrôles afin de vérifier l'exactitude des informations contenues dans les pièces justificatives (certificat de recyclage et transfert d'informations).

Ecofolio s'engage, en contrepartie auprès du repreneur, à garantir la confidentialité des informations d'identification des acteurs de la chaîne du recyclage jusqu'au recycleur final.

Article 6 – Obligation du SMC

Pendant le présent document, le SMC s'engage à :

- livrer l'intégralité des tonnes de papier collectées par le SMC.
- respecter la qualité définie à l'article 3.1.

Si une livraison devait ne pas respecter la qualité requise par le cahier des charges du repreneur (taux de matières impropres ou taux d'humidité trop élevés), un refus motivé et documenté (photos) sera adressé au SMC.

Le gisement concerné sera stocké dans un casier dédié.

Une fois le refus validé par le SMC, le gisement refusé sera rechargé pour être acheminé vers un exutoire dédié.

Le titulaire du contrat devra proposer une solution de recours (par exemple, sur tri) afin que le papier puisse être valorisé sans retour au centre de tri de Sainte Eanne. Le coût de cette prestation devra être déterminé en accord avec le SMC.

Après tout refus ou pour toute qualité médiocre, le repreneur se rapprochera du SMC afin d'envisager toutes les actions nécessaires (actions correctrices, communication, ...) pour le retour à une qualité acceptable.

Dans son mémoire technique, le titulaire du contrat détaillera le cahier des charges à respecter pour la qualité du papier.

Article 7– Consignes

Le titulaire du contrat devra obligatoirement transmettre au transporteur effectuant le chargement le protocole de sécurité de chargement signé entre le SMC et le titulaire du marché.

Le titulaire du contrat devra communiquer aux sociétés de transport les heures d'ouverture pour les chargements au SMC :

08h-12h00 ; 13h00-16h00 du lundi au jeudi
Pas de chargement le vendredi après-midi

Article 8 – Durée du contrat

Le contrat sera conclu pour une durée de 20 mois à compter du 1^{er} juillet 2014, soit jusqu'au 28 février 2016.

Au terme de ce contrat, les parties pourront étudier ensemble les conditions de sa prolongation ou de son renouvellement.

Article 9 – Prix de reprise

Le titulaire du contrat traitera avec le repreneur de son choix.

Il établira son prix d'achat mensuel en fonction d'une mercuriale facilement accessible, et dont les références seront communiquées dans l'offre.

Dans le bordereau de prix, le titulaire du contrat justifiera sa proposition de prix en détaillant les différents éléments la composant accompagnée de la formule de révision. Il indiquera la valeur de référence au 01 juin 2014.

Aussi, il s'engagera à reprendre la matière, au minimum, à **un prix plancher** prix départ pendant la durée du contrat.

Il communiquera, chaque fin de mois, le prix de reprise du mois suivant avec une copie du tableau de l'évolution de la mercuriale.

Dans son mémoire technique, le candidat présentera un historique des prix de reprise remontant aux deux dernières précédentes 2012-2013 avec les valeurs de référence.

Article 8– Candidature :

8.1 - Conditions de participation

Les candidats auront à produire un dossier comportant les renseignements concernant la situation propre du candidat de services ainsi que les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité professionnelle et technique minimales requises en vue de la sélection des candidatures.

8.1.1. Situation juridique

- Lettre de candidature : pour les groupements, cette lettre devra être signée par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité qui devra justifier des habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- Puis, pour chacune des entreprises, groupées ou non :
 - documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate ;
 - si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

8.1.2. Capacité professionnelle et technique.

Références requises :

- les candidats devront présenter une liste des principaux services fournis similaires à celui objet de la présente consultation réalisés au cours des trois dernières années ;
- déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

8.2 - Conditions d'agrément des candidatures

Ne seront pas admises les candidatures :

- qui ne sont pas accompagnées des documents exigés,
- qui ne sont pas remises avant la date limite fixée à l'article 9.1 du présent règlement de consultation,

- ou qui ne présentent pas les garanties professionnelles et techniques suffisantes eu égard à l'objet du marché.

Toutefois, la personne publique se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous s'il devait constater que les pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes.

Au vu des renseignements relatifs aux candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera les candidatures qui ne peuvent être admises.

8.3 - Contenu et conditions de jugement des offres

8.3.1. Contenu des offres

Les offres comprendront les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement daté et signé par le représentant qualifié du prestataire ayant vocation à être titulaire du marché,
- Le Cahier des charges, ci-joint à accepter sans modification,
- Le Bordereau des Prix, cadre ci-joint à compléter sans modification.
- Un mémoire technique précisant les moyens humains, matériels et immobiliers affectés à l'exécution du marché,
- Le protocole de chargement daté et signé.

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS.

8.3.2. Critères de sélection des offres

L'offre retenue sera l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants notés chacun sur 20. Ces critères seront classés par ordre décroissant d'importance en fonction du coefficient de pondération que la personne publique a entendu leur attribuer et qui sera appliqué à la note obtenue sur 20. :

1. Prix, coefficient : **4**
2. Prix plancher, coefficient : **3**
3. Valeur technique de l'offre au regard de la proposition du candidat, coefficient : **2**
4. Réactivité, délais et disponibilité, coefficient : **1**

8.3.3. Négociation

Après une première analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier éventuellement les offres avec les candidats retenus. La proposition financière, les délais, la réactivité et l'organisation des moyens techniques et humains ainsi que les modalités d'intervention et d'assistance, pourront, dans ce cadre, faire l'objet de négociation.

Une fois le ou les cycles de négociation terminé (s), le pouvoir adjudicateur procédera à la notation et au classement des offres au regard des critères de sélection des offres énumérés ci-dessus.

8.3.4. Variantes

Le prestataire pourra proposer une ou des variantes qui pourraient permettre d'améliorer l'offre de service du présent dossier de consultation. Le prestataire devra justifier les avantages de cette variante par rapport à l'offre de base.

ARTICLE 9 – Modalités de remise des offres

9.1- Date limite de remise des offres

La date limite de réception des candidatures et des offres est indiquée sur la page de garde du présent dossier.

Les dossiers de candidatures et d'offre qui seraient remis, ou dont l'avis de réception qui serait délivré après la date et l'heure fixées ci-dessus, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

9.2. Modalités d'envoi et de présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres devront être envoyées par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé sur place aux horaires d'ouverture du SMC, ou par tout moyen de nature à donner une date certaine de réception et ce, à l'adresse indiquée à l'article 1 du présent document.

Les candidatures et les offres devront contenir l'ensemble des pièces et documents énumérés aux articles 8.1. et 8.3.1 du présent document.

L'ensemble de ces documents – candidatures et offres - doit être rédigé en français ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 10 - Résiliation

10.1- Résiliation ponctuelle

La Collectivité pourra, en cas de carence grave, faire appel à un autre prestataire pour la réalisation de la continuité du service, et ce aux frais, risques et périls du titulaire du marché.

10.2- Résiliation définitive

Le présent marché sera résilié de plein droit si des manquements répétés de l'une des parties étaient constatés par l'une ou l'autre partie dans la qualité des prestations exécutés par rapport à celles promises et après une mise en demeure de remédier à cette situation, sous un mois, restée infructueuse.

ARTICLE 11 - Pénalité

Tout retard dans la prise en charge des marchandises fera l'objet de pénalités appliquées, sans préavis, d'un montant de 50 €HT par jour de retard.